

Concours : ENM 2019 1^{er} concours

Epreuve : Dissertation de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le choix de la peine pour les personnes majeures

Selon le sociologue Bruno Aubusson de Cavarley, "l'amende est bourgeoise et petite bourgeoise, l'emprisonnement ferme est ouvrier et l'emprisonnement avec sursis est prolétarien." À en croire cette citation, le choix de la peine serait prédéterminé en fonction de l'origine sociale du délinquant. Toutefois, le choix de la peine pour les personnes majeures est une question complexe qui répond à des exigences et objectifs juridiques divers et précis.

La peine est une notion pénale que prend le nom de la sanction prononcée en réponse à la commission d'une infraction. Il existe des peines principales - celles qui s'appliquent en priorité et qui permettent de déterminer la nature criminelle, correctionnelle ou contraventionnelle d'une infraction -, mais aussi des peines complémentaires qui peuvent s'ajouter à une peine principale, ainsi que des peines accessoires qui s'appliquent de plein droit lorsqu'une infraction déterminée est commise. On peut opposer la peine à la mesure de sûreté qui, elle, intervient indépendamment de l'engagement de la responsabilité pénale d'une personne et qui poursuit en but essentiellement de prévention. La frontière entre peine et mesure de sûreté est toutefois parfois poreuse et l'opposition entre ces deux notions présente ici un intérêt limité.

La peine poursuit des fonctions diverses, les quelles sont énumérées à l'article 130-1 du Code pénal : d'une part, elle sanctionne l'auteur de l'infraction; d'autre part, elle favorise son amendement, son insertion ou sa réinsertion. C'est Le Peletier de St Fargeau, au lendemain de la Révolution

française qui avait posé cette dualité des fonctions de la peine lors de la création d'un nouveau code pénal - La peine doit ainsi permettre d'assurer la protection de la société et des victimes, la prévention de la récidive et la restauration de l'équilibre social.

C'est parce que la peine doit répondre à ces divers impératifs, parfois contradictoires, que le choix de la peine, c'est-à-dire sa sélection, se révèle complexe et déterminant.

Sous l'Ancien Régime, le choix de la peine relevait de l'arbitraire des juges et du roi qui, par l'intermédiaire de ses lettres de cachet et lettres de grâce, pouvait revenir sur les décisions prises par les juges. Excédés par cette pratique arbitraire de la justice, les révolutionnaires de 1789 ont posé un principe de système des peines fixes : à chaque acte était associée une peine qui devait être prononcée et appliquée sans que les juges puissent la moduler. Ce système des peines fixes présentait toutefois l'inconvénient de pas pouvoir prendre en compte les circonstances de la commission de l'infraction ou la personnalité de l'auteur, et c'est pourquoi, sous l'Empire, le Code pénal de 1810 a posé le système des "fourchettes" : le juge pouvait choisir une peine sans aller au-delà ni en deça des limites posées par la loi.

Aujourd'hui, le choix de la peine se fait par la juridiction de jugement. Concernant les personnes majeures, c'est-à-dire celles dont l'âge au moment de la commission des faits est supérieure ou égal à 18 ans, il peut s'agir d'une juridiction collégiale (cours d'assises, tribunal correctionnel...), tantôt d'un juge unique (président du tribunal correctionnel, tribunal de police...). Le ministère public est amené à proposer des peines ; quant aux juridictions de l'application des peines, elles sont chargées d'aménager les peines prononcées par les juridictions de jugement et peuvent même parfois en substituer certaines par d'autres. Le choix de la peine par le juge repose sur un principe fondamental qui est celui de l'individualisation de la peine : selon ce principe, posé notamment à l'article 132-1 du Code pénal, le juge est libre quant au choix de la peine à condition de respecter les limites posées par la loi et de prendre en compte les circonstances de l'infraction et la personnalité de l'auteur ainsi que sa situation matérielle, familiale et sociale.

Afin de laisser la plus grande latitude au juge, le législateur a mis en place un arsenal de peines variées. La tendance contem-

peine est d'ailleurs à la création de nouvelles peines ; en témoigne, par exemple, la création de la détention à domicile sous surveillance électronique par la loi du 23 mars 2018 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (ci-après la LPRJ). Toutefois, un mouvement parallèle s'observe : celui du contrôle du choix de la peine. On exige de plus en plus des juges qu'ils justifient leur choix, cela passe notamment par l'exigence de motivation accrue des peines posée tant par la jurisprudence que par le législateur.

En pratique, le choix de la peine peut s'avérer limité. En effet, certaines peines peuvent être difficiles à mettre en œuvre, c'est le cas du travail d'intérêt général par exemple ; d'autres peuvent ne plus poursuivre les objectifs qu'elles sont censées remplir, c'est le cas de l'emprisonnement par exemple dont la fonction de réinsertion est aujourd'hui remise en cause.

Face à ces limites, le législateur est récemment intervenu afin de reprendre le sens de la peine et améliorer son efficacité : c'est l'objet de la LPRJ du 23 mars 2019 dans son volet sur la peine. Cette loi va avoir des impacts sur le choix de la peine par le juge, et c'est ainsi que l'on en vient à se demander comment le choix de la peine par les personnes majeures doit s'opérer et quelle marge de manœuvre il faut laisser au juge.

En effet, si le choix de la peine par les personnes majeures est en apparence libre (I), il demeure strictement encadré (II).

I) Le libre choix apparent de la peine pour les personnes majeures

Cette liberté dans le choix de la peine se manifeste tantôt au sujet des peines encourues (A), tantôt au sujet des peines prononcées (B).

A) Le vaste choix parmi les peines encourues

En vertu de l'article 11-3 du Code pénal qui pose le principe de légalité des délits et peines, nul ne peut être puni d'une peine non prévue par la loi ou le règlement. Toutefois, malgré ce principe, le choix de la peine demeure vaste car le Code pénal offre au juge un arsenal de peines encourues parmi lesquelles il peut sélectionner celles qu'il prononcera.

Dans le Code pénal, les peines encourues sont énumérées

aux articles 131-1 à 131-49. Elles sont classées selon la personne à qui elles s'appliquent (personnes physiques ou personnes morales) puis selon leur nature (criminelle, correctionnelle, contraventionnelle).

Parmi les peines classiques, on retrouve la peine privative de liberté. On parle de rétention criminelle en matière criminelle, de détention criminelle en matière pénale et d'emprisonnement en matière correctionnelle. Ces peines privent le condamné de sa liberté à perpétuité ou à temps. On retrouve également des peines consistant au paiement d'une somme d'argent au Trésor public : l'amende ou le jour-amende.

La matière correctionnelle présente la particularité de connaître un nombre de peines élevé et varié : ainsi, s'ajoutent à l'emprisonnement et à l'amende et au jour-amende, la contrainte pénale créée par la loi Taubira du 15 août 2014, le stage de citoyenneté, le travail d'intérêt général, des peines privatives ou restrictives de droits ou encore la sanction-réparation. L'objectif contemporain du législateur en matière correctionnelle est d'éviter l'emprisonnement ferme et d'inciter au prononcé, par le juge, de peines alternatives.

S'ajoutent à ces peines principales, des peines complémentaires telles, par exemple, la déchéance d'un droit, la confiscation, la fermeture d'un établissement... Le juge peut en prononcer une ou plusieurs en complément d'une peine principale ; en matière correctionnelle, il peut même en prononcer une à titre de peine principale ou bien seule sans peine principale.

La liste des peines encourues fixée par le législateur évolue avec la société et le changement des mentalités. Ainsi, jusqu'à son abolition par la loi du 8 octobre 1981, la peine de mort était la peine principalement encourue pour les crimes les plus graves. De même, les peines corporelles ont été supprimées à la Révolution française puis rétablies en 1810 puis à nouveau supprimées en 1832.

Par ailleurs, de nouvelles peines sont créées. C'est le cas de la contrainte pénale créée par la loi Taubira du 15 août 2014 qui s'analysait en une sorte de sursis avec mise à l'épreuve. La LPRJ du 23 mars 2019 a d'ailleurs supprimé la contrainte pénale pour la confondre avec les sursis et créée un "sursis probatoire". La LPRJ du 23 mars 2019 a également créé la détention à domicile sous surveillance électronique qui devient la deuxième peine dans l'échelle des peines correctionnelles.

Concours : ENM 2019 1^{er} concours

Epreuve : Dissertation de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Ainsi, les peines encourues sont multiples et variées, et elles ont tendance à se diversifier au fil des réformes, notamment en matière correctionnelle. Ces variété et multiplicité des peines encourues ont un impact sur le choix par le juge de la peine prononcée (B).

B) Le choix de la peine prononcée

La liberté du juge dans le choix de la peine prononcée dépend directement de l'arsenal de peines encourues mis en place par le législateur. Le juge peut même choisir de ne pas prononcer de peine quand bien même il aurait retenu la culpabilité de la personne : il s'agit alors d'une dispense de peine qui fait souvent suite à un ajournement de peine, lesquels sont envisagés par les articles 132-58 et suivants du Code pénal. En matières correctionnelle et contraventionnelle, le juge peut ainsi ajourner le prononcé de la peine à une audience de renvoi en soumettant ou non la personne coupable à certaines obligations, ou dispenser la personne coupable de peine parce que son reclassement est acquis, le dommage réparé ou le trouble terminé.

L'existence dans notre droit pénal du principe d'individualisation des peines peut également s'analyser comme une marge de manœuvre supplémentaire laissée au juge. En effet, plutôt que d'opter pour des peines fixes, le législateur a préféré laisser une certaine liberté au juge quant au choix de la peine afin d'adapter cette dernière aux faits de l'espèce. Le principe d'individualisation est toutefois en même temps une obligation faite au juge de prendre en compte les faits de l'espèce.

Le principe d'individualisation ou de personnalisation de la peine

N°

519

est posé à l'article 132-1 du Code pénal qui dispose que " Toute peine prononcée doit être individualisée. " et que le juge choisit la peine " en fonction des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale ".

Ce principe se retrouve à d'autres endroits du Code pénal tel l'article 132-20 qui, en matière d'amende, prévoit que le juge doit prendre en compte les ressources et les charges du condamné, ou encore les articles 132-24 et suivants relatifs aux modes de personnalisation des peines. Ainsi, pour s'adapter à la situation du condamné ou aux circonstances de l'infraction, la peine peut être prononcée avec sursis, sous le régime de la semi-liberté, du placement à l'extérieur ou du placement sous surveillance électronique mobile, ou encore être fractionnée.

Ce principe de l'individualisation des peines permettra par exemple au juge de ne pas prononcer la même peine à des coauteurs pourtant poursuivis pour les mêmes faits. Il lui permettra encore de prendre en compte l'état de récidive légale d'une personne, ou l'atténuation de sa responsabilité par trouble mental par exemple.

Le choix de la peine prononcée peut, par ailleurs, dans certains cas, dépendre de l'auteur de l'infraction lui-même. En effet, certaines peines telles le travail d'intérêt général ou les peines supposant une surveillance électronique sont subordonnées à son accord. La LPRJ du 23 mars 2019 permet toutefois le recueil différé de cet accord. Également, en matière de composition sur reconnaissance préalable de culpabilité, l'auteur doit être d'accord avec la peine proposée par le ministère public.

Ainsi, le choix de la peine se révèle assez libre. Les possibilités offertes sont nombreuses et la marge de manœuvre laissée au juge est grande. Si le choix de la peine semble, à première vue, libre, cette liberté ne saurait être absolue (II).

II) Le choix encadré de la peine par les personnes majeures

Le choix de la peine par le juge est tantôt restreint par la loi (A), tantôt contrôlé (B) -

A) Un choix restreint par la loi

Tout d'abord, au moment du choix de la peine, le juge ne saurait faire fi du principe de légalité des délits et des peines posé par l'article 111-3 du Code pénal, ainsi que par l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Si l'arsenal de peines prévues par le législateur est important, le juge ne saurait aller au-delà - Il ne peut ainsi créer de sa propre initiative une nouvelle peine ou bien prononcer une peine dans un cas où la loi ne le lui permet pas. Il ne saurait non plus dépasser les maxima du quantum des peines fixés par le législateur.

En outre, le juge est soumis aux principes de nécessité et de proportionnalité de la peine. Ces principes ont été proclamés au lendemain de la Révolution française en réponse à l'arbitraire des juges d'Ancien Régime et ont été inscrits dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. Ils ont aujourd'hui valeur constitutionnelle.

Selon le principe de nécessité, une peine ne peut être prononcée qu'à condition d'être nécessaire. Ainsi, une peine qui ne permettrait nullement de poursuivre au moins l'une des fonctions de la peine fixées à l'article 130-1 du Code pénal ne serait pas nécessaire et violerait le principe constitutionnel de nécessité. Ce pourrait par exemple être le cas du prononcé d'une peine de sanction-réparation alors que le dommage ne peut être réparé ou l'a déjà été.

Selon le principe de proportionnalité, une peine prononcée doit être proportionnée à la gravité de l'acte qu'elle condamne. Ainsi, une peine d'enfermement ferme en réponse à la commission d'une contravention de la première classe serait non proportionnée. Au sujet de la proportionnalité des peines, Cesare Beccaria expliquait dans son traité Des délits et des peines que l'enfermement était une peine juste et utile de ce point de vue car elle présentait la particularité de pouvoir être graduée dans sa durée, contrairement à la peine irréversible

de mort.

Le juge est enfin soumis à d'autres exigences légales. Par exemple, malgré la suppression des circonstances atténuantes par le Code pénal de 1992 ou la suppression des peines-plancher par la loi Taubira du 15 août 2014, il peut être tenu de prononcer des peines minimales en matière criminelle. Le Code pénal prévoit en effet qu'une peine d'en an de réclusion criminelle minimum doit être prononcée en matière criminelle ; elle peut toutefois l'être avec sursis. Dans la même idée, le juge ne peut s'affranchir des périodes de sûreté obligatoires. Une période de sûreté est une période de temps pendant laquelle le condamné ne peut bénéficier d'aucun aménagement de peine. Elle est obligatoire dans certains cas, notamment en matière criminelle, et le Conseil Constitutionnel n'a jamais considéré que cela était inconstitutionnel.

Si le choix de la peine par le juge peut être restreint par la loi, il peut également être contrôlé (B).

B) Un choix contrôlé

Le choix de la peine par le juge peut être a posteriori contrôlé. Cela se manifeste principalement par l'exigence de motivation de la peine qui pèse sur le juge. Cette exigence de motivation est en train de connaître un essor certain aussi bien en matière correctionnelle qu'en matières criminelle et contraventionnelle. Le point de départ de cette nouvelle tendance a d'abord été lancé par la jurisprudence. Ce sont notamment trois importants arrêts du 8 février 2014 rendus par la chambre criminelle de la Cour de cassation qui posé l'obligation de motivation de toutes les peines en matière correctionnelle. Avant ces arrêts, seule la peine d'emprisonnement ferme devait faire l'objet d'une motivation spéciale. Désormais, toutes les peines correctionnelles sont concernées. Cette jurisprudence a été reprise par la LPRJ du 23 mars 2019 qui l'insère dans le Code pénal.

En matière criminelle, alors même que trois arrêts rendus par la chambre criminelle de la Cour de cassation le 1^{er} février 2011 avaient écarté l'obligation de motivation de la peine criminelle,

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Composition PENAL

N° Anonymat : CBZVL362 WJ

Nombre de pages : 12

Concours : ENM 2019 1^{re} concours

Epreuve : Dissertation de droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le Conseil constitutionnel, par une question prioritaire de constitutionnalité du 2 mars 2018, a censuré l'article du Code pénal qui n'imposait pas une telle motivation. La LPRJ du 23 mars 2019 a pris acte de cette censure et a posé une obligation de motivation de la peine criminelle.

La jurisprudence a encore récemment posé une obligation de motivation de la peine d'amende, y compris en matière contraventionnelle.

Cette nouvelle exigence de motivation de la peine signifie que le juge doit indiquer dans les motifs de la décision les raisons qui l'ont poussé à choisir telle ou telle peine. Il doit pour ce faire se fonder sur le principe de l'individualisation des peines et démontrer avoir pris en compte les circonstances de l'infraction ainsi que la situation du condamné.

La motivation de la peine permet au condamné ainsi qu'aux autres juridictions (d'appel, d'aménagement des peines) de comprendre la décision du juge et son raisonnement. Elle permet également au juge qui choisit la peine de faire la réflexion nécessaire au choix de la peine.

Plus généralement, le contrôle du choix de la peine peut se faire par les juridictions qui interviennent sur recours d'une décision. La Cour d'appel, par exemple, peut infirmer une première décision dans ses dispositions relatives à la peine et prononcer une nouvelle peine. En agissant ainsi, la juridiction qui intervient sur recours opère un contrôle certain du choix de la peine.

N°

919

